



Journées de la prévoyance 2015 – Compte rendu

Les caisses de pensions rêvent d'infrastructures et de private equity

Près de 250 professionnels se sont retrouvés du 10 au 12 juin à Montreux pour la 6^e édition des Journées de la prévoyance, le rendez-vous de référence des acteurs du deuxième pilier romand, organisé par le Groupe Pittet et PwC. Lors de sa journée commune, l'événement a connu pour point d'orgue un exposé de Michel Liès, Group CEO de Swiss Ré, ainsi qu'un débat politique sur le potentiel du private equity pour les investisseurs institutionnels.

Des conférences, des ateliers pour approfondir certains sujets et faire part d'interrogations pratiques, mais aussi des moments de convivialité afin d'échanger des points de vue et des expériences, les Journées de la prévoyance ont pour vocation d'offrir, dans un cadre toujours majestueux, un contenu riche, adapté aux préoccupations d'un panel de participants avisés. Au cœur de ce programme, la journée du jeudi réunissait, comme de coutume, l'ensemble des participants pour des conférences magistrales et un débat politique.

Relever le défi des retraites

La journée commune des Journées de la prévoyance se fait toujours un point d'honneur d'offrir à son audience l'intervention d'une personnalité de haut rang dont la parole est plutôt rare en Suisse romande. L'an passé, Marco J. Netzer, Président des Fonds de compensation AVS/AI/APG, avait ouvert les feux, avec une présentation de ses institutions, et de la manière avec laquelle leur fortune est gérée. Cette année, c'est Michel Liès, Group CEO de Swiss Ré, qui est venu partager sa vision de la situation des retraites et de leur avenir.

Créée en 1863 à Zurich, Swiss Ré est une compagnie mondiale qui offre des produits de réassurance traditionnelle et des services connexes en dommages, RC, accidents, vie et santé. Elle offre également des solutions assurantielles de financement des entreprises et des services de gestion globale des risques. Le groupe possède USD 29,6 milliards de fonds propres pour un revenu de près de USD 30 milliards, réalisé avec l'aide d'un team fort de 12'000 employés à travers le monde.

Pour Michel Liès, sans surprise, ce sont la démographie et les taux bas qui pèsent de tout leur poids sur les retraites, à quoi il faut ajouter la faible croissance économique et l'amplification des exigences réglementaires. « Rien ne va dans la bonne direction pour les gérants de fonds de pensions » déclare-t-il, sans pour autant en rester à un constat pessimiste. « Sommes-nous prêts, en tant qu'industrie, pour une société vieillissante ? Oui, à condition de changer certaines choses ! »

Une classe d'actifs dédiée aux infrastructures

Ces changements apparaissent à plusieurs niveaux, notamment les investissements. M. Liès relève que les besoins en financement de projet sont sensiblement supérieurs aux dépenses, laissant apparaître un écart de l'ordre de l'000 milliards de dollars. Pour tirer parti de cette opportunité, il faut, entre autres, créer à l'échelle mondiale une classe d'actifs dédiée aux infrastructures, réduire l'incertitude politique et harmoniser la législation.



M. Liès estime par ailleurs qu'« il faut s'attaquer au taux de conversion, on n'a pas le choix. » Il en va de l'équilibre à long terme du système, « tout acte de générosité à court terme pouvant être une catastrophe à long terme. » Enfin, sans surprise, dans le contexte actuel et avec les défis qui se dessinent, le réassureur a un rôle de premier plan à jouer en aidant les caisses de pensions à pratiquer le « de-risking ».

Lobbying

La matinée s'est poursuivie avec un exposé d'Arturo Bris, Professeur de finance à l'IMD, qui a captivé l'assemblée en expliquant les liens entre la compétitivité d'un Etat, sa croissance et sa rentabilité, ainsi qu'une présentation de PGGM, l'un des plus importants gérants de fonds de pensions hollandais (1'350 employés administrant 2,6 millions d'assurés), par Michel de Jonge, son lobbyiste – car, oui, aux Pays-Bas, les acteurs majeurs du domaine des retraites font du lobbying !

On se souvient qu'en 2013, le traditionnel débat politique de début d'après-midi, rassemblant non seulement des acteurs du 2^e pilier, mais également des représentants du monde politique, s'était intéressé à la question des investissements institutionnels dans les infrastructures. Cette année, c'est le sujet du « private equity » qui était à l'ordre du jour. A l'heure où les caisses de pensions recherchent des nouvelles sources de croissance, quel est le potentiel – opportunités et risques – des placements privés ?

Potentiel du private equity

Un peu comme pour les infrastructures, le débat a fait apparaître un certain consensus de principe sur l'intérêt du private equity pour les caisses de pensions, bien illustré par les propos de Fathi Derder, Conseiller national PLR/VD : « L'argent des caisses de pensions roupille. Il faut trouver des relais de croissance pour payer nos retraites futures et à cet égard, il est clair que l'investissement privé est une piste qu'il faut prendre en compte. »

Et pour cause, si le private equity a pas mal souffert des crises boursières des années 2000, son potentiel de rendement est aujourd'hui reconnu. « Nous avons fait des expériences très positives, explique Marc Bohren, qui s'occupe des investissements de Skycare, la caisse de pensions de Skyguide. Notre objectif est un return de 8% avec le private equity, et nous constatons avec le recul que nous y arrivons. Certains de nos placements sont même allés jusqu'à 12% ! »

Le problème, c'est qu'on ne peut pas forcer les IP à faire quelque chose. « Les gérants de caisse de pensions détestent qu'on leur dise ce qu'ils doivent faire » souligne Serge Ledermann, investisseur bien connu du domaine, qui, pour avoir géré les milliards d'un acteur institutionnel majeur en Suisse romande, sait sans doute bien de quoi il parle. Les limites OPP2, ces dispositions légales dont tout le monde reconnaît qu'elles prennent de plus en plus de place dans la prévoyance professionnelle, ont été passablement décriées durant les échanges. « Dans le 2^e pilier, il faut tout justifier, tout est devenu tellement compliqué, qu'au final, il est plus simple de ne rien faire » s'est même insurgé l'un des membres du panel.

Un métier très spécialisé

Mais le principal inconvénient des placements dans le private equity, c'est que leur implémentation et leur suivi ne sont pas simples. « Ce qu'il faut savoir, c'est que les placements en direct, ça prend un temps considérable, sans commune mesure avec les placements traditionnels » explique Serge Ledermann. Cela demande des ressources, donc, mais également de la compétence. Pour Eric Deram, fondateur de la société spécialisée Euro Private Equity, « il s'agit d'un métier très spécialisé qui rassemble peu de professionnels compétents. Les caisses de pensions suisses sont très intéressées par le private equity, mais seule une dizaine de gérants sont vraiment valables dans le pays. »



Bref, il y a encore pas mal de travail pour mettre en place les conditions-cadre qui permettront au private equity de s'installer rentablement dans le portefeuille des caisses de pensions. Mais chacun s'accorde à dire que ce n'est qu'une question de temps, tant les besoins de solutions nouvelles sont importants chez les investisseurs institutionnels.

La 7^e édition des Journées de la prévoyance aura lieu du 8 au 10 juin 2016, à nouveau à Montreux.

Genève, le 17 juin 2015